

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Berne, le 10 août 2023

### **Pénurie de personnel : LCH lance un "Plan d'action pour la qualité de l'éducation »**

Trois thèmes pour la rentrée scolaire :

1. **Une nouvelle année scolaire démarre avec des solutions d'urgence.** L'association faîtière des enseignantes et enseignants suisses (LCH) en a assez de la politique de replâtrage des cantons. En collaboration avec des sections cantonales, elle lance un "Plan d'action pour la qualité de l'éducation" pour lutter contre le manque de personnel dans les écoles.
2. **La violence à l'école : Le Syndicat des Enseignant·es Romand·es (SER) observe cette évolution avec inquiétude.** Le président du SER déclare : "Les autorités ne peuvent pas rester les bras croisés lorsque les enseignant·es sont menacé·es".
3. **L'intelligence artificielle met l'école au défi.** Les interdictions ne sont toutefois pas une solution. Les associations d'enseignant·es veulent contribuer à établir une approche responsable de la technologie du futur.

#### **Un "Plan d'action pour la qualité de l'éducation" supracantonal pour lutter contre la pénurie de personnel**

On a l'impression de déjà-vu : en cette nouvelle année scolaire, d'innombrables postes sont restés vacants juste avant les vacances d'été. Les écoles continuent de dépendre d'un personnel non formé à la pédagogie. "Les cantons savent, au moins depuis le rapport sur l'éducation 2018, qu'il faut faire quelque chose. Mais ils n'ont pas agi ou bien trop tard", a déclaré Dagmar Rösler, présidente de LCH, le 10 août 2023 à Berne devant les médias. Au lieu de cela, il faut maintenant miser une année de plus sur des solutions d'urgence. LCH et les associations cantonales d'enseignantes et d'enseignants de Suisse alémanique ne les acceptent plus. C'est pourquoi, elles lancent un "Plan d'action pour la qualité de l'éducation" supracantonal. Son objectif est d'assurer une qualité de l'éducation forte, stable et garantie à l'avenir. La campagne, qui débute cet automne, s'appuie sur une enquête auprès de la population. Elle vise à sensibiliser le public et à utiliser des instruments politiques pour contraindre les politiques à agir concrètement. Les enseignant·es ont besoin d'une formation de qualité et de conditions de travail adéquates. Cela vaut également pour l'ensemble des professionnel·les dans les écoles. En outre, des adaptations structurelles sont nécessaires pour que la qualité de l'enseignement pour les élèves puisse être maintenue à un niveau élevé.

#### **Violence à l'école - en Suisse romande aussi**

Début 2023, l'étude "Violence vécue par les enseignant·es" de l'Association faîtière des enseignantes et enseignants suisses (LCH) a mis en évidence la problématique de la violence envers les enseignant·es à

l'école. L'enquête a révélé que deux enseignant·es sur trois ont subi des violences psychologiques ou physiques au cours des cinq dernières années.

Des enquêtes similaires ont été menées en Suisse romande, notamment dans le Jura, et confirment les résultats obtenus en Suisse alémanique : les résultats publiés par le Syndicat des enseignants jurassiens montrent que plus d'un·e enseignant·e sur deux a été victime de violence physique ou verbale, y compris sous forme de harcèlement, au cours des cinq dernières années. Les résultats de l'enquête et ceux de l'enquête parallèle menée par le Département jurassien de l'éducation sont très similaires. D'autres cantons romands prévoient des analyses semblables, car le phénomène inquiète bien sûr les enseignant·es, mais aussi les autorités et les parents. Le SER attire l'attention sur la nécessité de chercher des solutions pour aller au fond de la question. Pour le président du SER, David Rey, il est clair que "les autorités ne peuvent pas rester les bras croisés lorsque les enseignant·es sont menacé·es".

### **L'intelligence artificielle dans les écoles**

En très peu de temps, les textes de ChatGPT et les images de Dall-e ont fait de l'intelligence artificielle (IA) un thème dominant. LCH et le SER voient à la fois des potentiels et des défis dans l'utilisation de l'IA dans les écoles et plaident pour une approche attentive et systématique de sa mise en œuvre. Il s'agit essentiellement de la responsabilité de l'école de préparer les élèves à une utilisation compétente et responsable des technologies numériques. C'est également pour cette raison que les deux associations se prononcent contre une interdiction des outils d'IA, mais plaident en faveur de stratégies pédagogiques judicieuses pour une utilisation appropriée de ChatGPT & Co. Outre une formation continue appropriée pour les enseignant·es qui ont également besoin d'un soutien spécialisé sur leur place de travail. Il ne faut pas oublier les réglementations nationales et internationales relatives à la protection et à l'utilisation des données pour les outils d'IA. Les écoles ont besoin de directives éthiques pour l'utilisation d'outils d'IA dans les écoles.

### **Adresses de contact :**

Dagmar Rösler, présidente centrale LCH

T +41 44 315 54 54, [d.roesler@LCH.ch](mailto:d.roesler@LCH.ch)

David Rey, président SER

T +41 79 371 69 74, [d.rey@le-ser.ch](mailto:d.rey@le-ser.ch)

Dr. Beat A. Schwendimann, responsable pédagogique LCH

T +41 44 315 54 54, [b.schwendimann@LCH.ch](mailto:b.schwendimann@LCH.ch)

Olivier Solioz, vice-président SER

T +41 79 286 67 90, [presidence@spval.ch](mailto:presidence@spval.ch)

## CONFÉRENCE DE PRESSE DE LA RENTREE

10 août 2023, de 10h00 à 12h00, Hôtel Kreuz, Berne

*La version orale fait foi.*

### **Pénurie de personnel : LCH lance un "Plan d'action pour la qualité de l'éducation"**

*Dagmar Rösler, présidente LCH*

LCH met en garde depuis des années contre la menace d'une pénurie d'enseignant·es et d'autres personnels dans les écoles. Ce qui aurait pu être évité s'est à présent réalisé. Dans de nombreux cantons, la politique de l'éducation a trop longtemps fait peu de choses. Nous avons vu la conséquence de cette inaction l'été dernier, lorsque jusqu'à la veille de la rentrée scolaire, on ne savait pas s'il y aurait un·e enseignant·e devant chaque classe. Le résultat est que, dans de nombreuses écoles, des personnes sans formation pédagogique ont été engagées comme enseignant·es. Nous tenons à remercier ces personnes pour leur engagement dans une situation d'urgence. Néanmoins, il est clair pour LCH que cette situation ne doit pas devenir la norme. Les enseignant·es ont besoin d'une formation pédagogique solide. C'est précisément parce que les exigences liées à la profession d'enseignant·e ne cessent d'augmenter qu'une formation adéquate est indispensable. Nous le devons à nos élèves si nous voulons maintenir la qualité élevée de l'enseignement en Suisse.

LCH salue certes le fait que des solutions transitoires aient pu être trouvées. Ainsi, des enseignantes et enseignants retraité·es ont également pris le relais et beaucoup d'enseignant·es ont soulagé la situation sur place en augmentant leur taux d'occupation et en assumant de très petites tâches. Mais comme pour les personnes sans diplôme d'enseignement, la règle est la même : cette situation ne doit pas devenir permanente sinon les enseignant·es se brûleront les ailes et le manque de personnel s'aggravera encore !

La pénurie d'enseignant·es met en péril la qualité de l'enseignement à moyen et long terme. Et cela constitue à son tour un danger pour la place industrielle suisse. Car les élèves d'aujourd'hui sont les spécialistes de demain !

Pour LCH, il est inacceptable de faire des concessions sur la qualité de l'enseignement. C'est pourquoi, au cours des derniers mois, LCH a réfléchi intensément à la manière d'atténuer la pénurie d'enseignant·es et d'assurer la qualité de l'éducation. Le résultat : en collaboration avec nos sections cantonales et d'autres organisations du domaine de l'éducation, nous lançons le "Plan d'action pour la qualité de l'éducation".

Notre objectif est le suivant : le métier d'enseignant·e doit redevenir plus attractif afin que davantage de personnes compétentes choisissent cette profession. Parallèlement, il faut améliorer les conditions de travail et en réduire la charge. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à ce que les enseignant·es restent durablement dans la profession.

Les expériences de ces dernières années nous ont appris que sans pression, rien ne bouge dans la politique de l'éducation. C'est pourquoi LCH et ses associations cantonales passent maintenant à l'offensive. Nous voulons initier des changements avec une campagne nationale et des propositions de solutions concrètes.

Le problème touche tout le monde. Presque tous les cantons souffrent du manque de personnel dans les écoles, même si c'est de manière plus ou moins importante. En Suisse, la politique de l'éducation est l'affaire des cantons. Les solutions doivent donc être trouvées au niveau cantonal, et les associations cantonales d'enseignant-es jouent donc un rôle central. Mais nous ne voulons pas pratiquer une politique de la terre brûlée et courir d'un canton à l'autre pour combler les trous les plus urgents. La pénurie d'enseignant-es est un problème qui touche toute la Suisse. C'est pourquoi nous lançons le "Plan d'action pour la qualité de l'éducation" sous forme de campagne nationale.

Notre objectif est d'ancrer la garantie de la qualité de l'éducation dans les cantons en tant que mission et objectif. Que ce soit par le biais des parlements, par la pression de la population ou par des moyens de démocratie directe, c'est-à-dire des initiatives populaires. Nous allons concrétiser le "Plan d'action pour la qualité de l'éducation" au cours des prochaines semaines. Le lancement officiel aura lieu à la fin de l'automne et nous vous informerons bien entendu en temps voulu.

## **Violence dans le cadre scolaire**

*David Rey, président SER*

Chacun sera d'accord d'affirmer que la Suisse est un pays où il fait bon vivre, un pays sûr, un pays stable. Si la criminalité et le nombre d'incivilités déclarées ont heureusement tendance à diminuer dans notre pays, il faut cependant constater que certains secteurs auparavant considérés comme sûrs ne le sont plus autant. Les employé-es de la fonction publique, le personnel soignant, la police, sont régulièrement les cibles de propos très négatifs et leur travail remis en cause par certain-es.

Depuis plusieurs années, le personnel enseignant des différents cantons sent monter une pression sociétale importante. Cette pression a malheureusement tendance à déborder et à se transformer en violences verbales voire physiques dans les pires des cas.

Beaucoup ont pensé que ces violences étaient isolées, la conséquence de quelques situations mal gérées, mais les différentes enquêtes menées par les associations professionnelles du monde enseignant ont démontré que la situation était bien plus préoccupante.

Début 2023, l'étude "Violence vécue par les enseignant-es" de l'Association faîtière des enseignantes et enseignants suisses (LCH) a mis en évidence la problématique de la violence envers les enseignant-es à l'école. L'enquête a révélé que deux enseignant-es sur trois ont subi des violences psychologiques ou physiques au cours des cinq dernières années.

Des enquêtes similaires ont également été menées en Suisse romande, notamment dans le Jura, et confirment les résultats obtenus en Suisse alémanique : les résultats publiés par le Syndicat des enseignants jurassiens montrent que plus d'un enseignant ou d'une enseignante sur deux a été victime de violence physique ou verbale - y compris sous forme de harcèlement moral - au cours des cinq dernières années. Les résultats de l'enquête et ceux de l'enquête parallèle menée par le Département jurassien de l'éducation sont très similaires.

D'autres cantons romands envisagent de mener des analyses qualitatives similaires, car le phénomène inquiète bien sûr les enseignant-es, mais aussi les autorités et les parents. Le SER attire l'attention sur la nécessité de chercher des solutions pour aller au fond de la question. Il est clair que les acteurs de l'école, quels qu'ils soient ne peuvent pas rester les bras croisés lorsque les enseignant-es sont menacé-es et que le climat scolaire n'est pas propice à l'éducation des jeunes.

## **L'intelligence artificielle à l'école**

*Dr. Beat A. Schwendimann, responsable pédagogique LCH*

Les systèmes d'intelligence artificielle (IA) tels que ChatGPT & Co ont fait leur entrée dans les écoles, à la fois comme sujet d'enseignement et comme outils. Le SER et LCH considèrent ces systèmes comme des technologies importantes qui joueront un rôle dans divers domaines.

Dans le cadre de leur mission à l'égard de l'ensemble de la société, les écoles ont pour objectif de préparer les élèves au monde numérique et celui du travail. L'utilisation des systèmes informatiques est un sujet complexe qui requiert des compétences d'utilisation, une compréhension technique et une discussion sur les implications sociales.

Le SER et LCH se prononcent donc contre une interdiction des systèmes d'IA dans les écoles. Une telle interdiction serait comparable au bannissement des calculatrices de poche des cours de mathématiques ou à l'interdiction d'utiliser des moteurs de recherche pour des travaux de recherche. Au lieu d'interdire l'utilisation de ChatGPT & Co, les écoles devraient développer des stratégies pédagogiques fondées sur la manière, le moment et l'objectif d'utiliser ces technologies dans l'enseignement de façon efficace. Le SER et LCH et leurs organisations membres sont d'avis que toute nouvelle technologie devrait être soigneusement examinée avant d'être utilisée en classe. L'accent devrait toujours être mis sur l'amélioration de l'apprentissage et de l'enseignement.

Cependant, le SER et LCH reconnaissent également les défis et les dangers liés aux systèmes d'IA dans les écoles. Il s'agit notamment des questions de plagiat, d'égalité des chances, de formation d'opinion politique, de comportement de consommation, de dépendances possibles et de dévalorisation de l'expertise. Il est important que les élèves, leurs enseignant-es et leurs spécialistes apprennent et pratiquent une utilisation confiante et critique des systèmes d'intelligence artificielle. Cela concerne aussi bien le choix d'outils appropriés que leur utilisation.

Au niveau de l'école obligatoire en Suisse alémanique, le module "Médias et informatique" comprend déjà l'étude des médias et des technologies numériques ainsi que l'utilisation critique et responsable de ces derniers. Toutefois, compte tenu du développement rapide des systèmes d'intelligence artificielle, un développement continu de ce module est nécessaire. En Suisse romande, le PER intègre également ces axes.

Afin d'utiliser efficacement les systèmes d'IA dans les écoles, le SER et LCH demandent : premièrement, des mesures de formation continue appropriées et un soutien spécialisé pour les enseignant-es et tout le personnel scolaire ; deuxièmement, des réglementations nationales et internationales sur la protection et l'utilisation des données en rapport avec les systèmes d'intelligence artificielle sont nécessaires ; troisièmement, les écoles ont besoin de lignes directrices éthiques pour l'utilisation de l'IA.

Dans son groupe de travail "Transformation numérique à l'école", LCH travaille à l'élaboration d'arguments et de documents sur la manière dont les écoles doivent aborder les systèmes d'IA, et un document de position correspondant est actuellement en cours d'élaboration.

---

Voici quatre des points les plus importants concernant l'intelligence artificielle générative à l'école du point de vue du SER et LCH :

1. Le SER et LCH considèrent que les systèmes d'IA, comme ChatGPT & Co, font partie de la vie scolaire et professionnelle. Les écoles ont la responsabilité de préparer les élèves à une utilisation compétente et responsable des technologies numériques.
2. Le SER et LCH s'oppose à l'interdiction des systèmes d'IA dans les écoles. Au lieu de cela, les systèmes d'IA doivent être utilisés à l'école de manière efficace. Pour ce faire, il est nécessaire de développer des stratégies pédagogiques judicieuses pour leur utilisation efficiente.
3. Pour utiliser efficacement les systèmes d'IA dans les écoles, les enseignant·es ont besoin d'une formation continue appropriée et d'un soutien spécialisé sur place.
4. Il faut des réglementations nationales et internationales sur la protection et l'utilisation des données dans les systèmes d'intelligence artificielle. Les écoles ont besoin de directives éthiques pour l'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle.

En résumé, le SER et LCH voient à la fois des potentiels et des défis dans l'utilisation de l'IA dans les écoles et plaident pour une approche minutieuse et pédagogiquement justifiée lors de sa mise en œuvre.